

Le pouvoir aux travailleurs

10 JANVIER 2010

N° 159

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

| SOMMAIRE | PAGES |
|--|---------|
| <u>EDITORIAL :</u> | |
| - LES TROIS PRINCIPAUX CANDIDATS MEPRISENT LES CLASSES PAUVRES | 2 - 3 |
| - GREVES DANS LA FONCTION PUBLIQUE : LES TRAVAILLEURS ONT RAISON DE SE BATTRE | 4 - 5 |
| - PRENONS GARDE AU RETOUR DE LA XENOPHOBIE! | 6 |
| - LE « PROGRAMME » DE BEDIE : DE LA POUDRE AUX YEUX ! | 6 - 7 |
| - FESCI : UNE MAFFIA QUI CONTROLE LA VIE ETUDIANTE | 7 |
| - SOLIDARITE-SIDA (SOLIPS) : BEAUCOUP DE CINEMA ! | 7 - 8 |
| - DU FOOTBALL, EN VEUX-TU, EN VOILA ! | 8 |
| - MANIFESTATIONS A L'ENS : L'ÉCOLE N'EST PAS UNE PRIORITE POUR LES AUTORITES DE CE PAYS ! | 9 |
| - FILTISAC : 2009 A ETE UNE BONNE ANNEE POUR LES PATRONS MAIS PAS POUR LES TRAVAILLEURS | 10 |
| - PORT AUTONOME : GBAGBO RECOIT LES DOCKERS | 10 - 12 |
| - CHOCODI : UNE JOURNEE DE GREVE POUR SOUTENIR LES LICENCIES | 12 |

LES TROIS PRINCIPAUX CANDIDATS MEPRISENT LES CLASSES PAUVRES

Gbagbo vient d'annoncer que les élections présidentielles ne se tiendront pas avant le mois de mars. Mais les joutes verbales entre les trois principaux candidats continuent et surtout leurs propos méprisants et haineux envers les travailleurs. Les salariés des secteurs de la Fonction Publique en grève depuis plusieurs jours pour des revendications salariales sauront à quoi s'en tenir.

A l'occasion du nouvel an, devant les corps diplomatiques, Gbagbo, par exemple, a dit : « *La démocratie autorise les grèves, mais la démocratie autorise aussi le patron à couper les salaires de ceux qui décident d'aller en grève* ». En disant cela, Gbagbo se situe clairement dans le camp des patrons. D'ailleurs ces gens-là n'ont pas attendu Gbagbo pour couper les salaires.

« *J'ai rencontré un ami Européen qui me disait qu'il n'y a qu'en Afrique où les gens font la grève, ils ne travaillent pas et puis on les paye. Alors, dans nos lois, ajoute Gbagbo, celui qui fait la grève, on doit couper son salaire* ». Les Bouygues, Bolloré, Billon et leurs compères patrons n'ont plus qu'à applaudir et à l'aider pour conserver le pouvoir durant cinq nouvelles années !

Gbagbo a aussi, lors de ce discours, rappelé son passé d'enseignant : « *moi qui vous parle, a-t-il dit, j'ai participé au moins à 10 grèves quand je travaillais. Mais à chaque fois, on a coupé mon salaire. Et je n'ai jamais fait de dérogation pour aller demander qu'on rétablisse mon salaire* ». Mais il n'a pas été jusqu'à dire qu'à côté, il mangeait dans les mains des dictateurs Bongo du Gabon et Compaoré du Burkina Faso.

Il a aussi saisi cette occasion pour répondre aux travailleurs qui revendiquent en ce moment de meilleures conditions de salaire : « *je n'augmenterai rien, a-t-il dit, et je voudrais le dire très solennellement ici. (...)*

Pourquoi ? Parce que j'ai trouvé un endettement excessif, 6400 milliards de dette de la Côte d'Ivoire ». A écouter ces propos, c'est comme si c'étaient les travailleurs qui avaient dilapidé ces 6400 milliards et non les banquiers, les Houphouët, les Bédié et leurs cliques. Hier c'étaient eux. Aujourd'hui ce sont les clans de Gbagbo et de Soro qui ont pris le relais et qui n'ont pas les mains moins sales.

Ces propos de Gbagbo sont méprisants et pleins de défiance à l'égard des travailleurs. Il en avait aussi tenus des semblables quelques jours plus tôt devant les dockers à qui il avait dit qu'il ne voulait plus entendre parler de grève au port.

Quant à Ouattara, l'ancien Premier ministre et ancien serviteur de la finance internationale, Il a récemment tenu des propos anti-communistes sans doute destinés à plaire aux patrons et aux riches. Pour lui, le désastre actuel *«est la résultante de la politique marxiste menée depuis dix ans »*.

Il y a aussi Bédié, l'ancien président dont tout le monde sait qu'il s'est beaucoup enrichi avec les caisses de l'Etat. Lui aussi fait de la surenchère dans le même sens, qualifiant avec dégoût Gbagbo de *« socialiste »*.

Le marxisme et le socialisme, cela veut dire un programme politique favorable aux travailleurs. Gbagbo n'est pas du tout un ami des travailleurs, mais ceux qui lui collent ces étiquettes, sont certainement leurs ennemis déclarés.

Alors, en 2010, élection ou pas élection, les travailleurs n'obtiendront que ce qu'ils réussiront à arracher par leurs luttes. Faisons le vœu qu'elles seront nombreuses et victorieuses.

| |
|--|
| GREVES DANS LA FONCTION PUBLIQUE : LES TRAVAILLEURS ONT RAISON DE SE BATTRE |
|--|

Cette fin d'année 2009 a été marquée par un fort mouvement de grève qui a secoué la Fonction Publique. Des enseignants du Supérieur, du Secondaire et du Primaire en passant par les greffiers jusqu'au personnel soignant ont observé des mouvements de grève pour réclamer l'application des décrets relatifs à l'amélioration de leurs conditions salariales. Nous avons vu comment ce gouvernement qui se montre jusqu'à présent incapable de réagir face au coût de la vie qui flambe a été prompt à mater les travailleurs en grève.

Cela fait plusieurs années que les travailleurs de la Fonction Publique se battent pour l'augmentation de leurs salaires. Pendant que ceux-ci sont restés bloqués, les prix des produits de première nécessité n'ont cessé de grimper. Ces dernières années, les débrayages se sont faits de plus en plus fréquents. Face à la répression violente (arrestations, suspension des salaires, provocation...) qu'exerçait le gouvernement à chaque fois qu'ils se mettaient en grève, ils ont su opposer leur mobilisation et leur détermination. C'est fort de tout cela qu'ils ont pu obtenir de Gbagbo la signature de décrets portant amélioration de leurs conditions salariales.

Pour le corps enseignant, les décrets relatifs à leur carrière avaient été signés en novembre 2007. Puis en juin 2009 il y a eu un autre décret sur les salaires des fonctionnaires enseignant du secteur « *éducation – formation* ». Un autre décret permettait l'augmentation des primes de recherche et des salaires des enseignants du supérieur, etc. Pour les

médecins, le décret du 4 Janvier 2008 leur accordait des augmentations de salaires. Les greffiers quant à eux, avaient obtenu l'ordonnance du 4 février 2009 portant sur leur statut.

En 2009, alors que la plupart de ces décrets devaient entrer en application, le gouvernement a continué à faire comme si de rien n'était alors qu'ils étaient signés de la main du chef de l'Etat lui-même.

La réaction des agents ne s'est pas faite attendre. Les enseignants tous corps confondus se sont mis en grève. Ensuite successivement les greffiers et le corps médical. Mais face à ce mouvement, l'attitude du gouvernement est restée la même. Plutôt que de résoudre définitivement ce problème qui n'a que trop duré, il a fait un autre choix. La télévision et la radio ont été mobilisées pour dénigrer chaque jour les mouvements grévistes, des suspensions de salaires ont été décidés et des grévistes arrêtés. Gbagbo avait même signé des décrets qui devraient mettre à la porte tous les greffiers pour les remplacer par de nouveaux. Un autre avait été pris pour réquisitionner les médecins sous peine d'emprisonnement. Ces décrets, rentraient en application séance tenante.

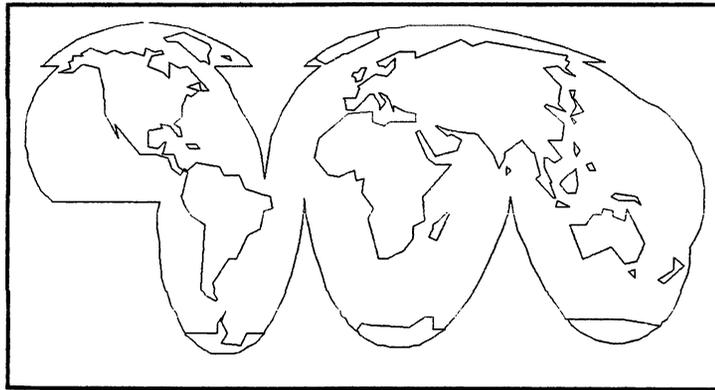
Par la suite le gouvernement est revenu en arrière. Mais c'est à ce prix-là que Gbagbo est arrivé à faire taire les revendications des travailleurs. Pour combien de temps ? Cette fois-ci la mobilisation n'a pas été assez suffisante pour contraindre le gouvernement à céder, d'autant plus que les mouvements sont restés

divisés et cloisonnés en fonctions des corporations.

Mais le problème des salaires soulevés par les différentes corporations de la Fonction Publique d'une part et par les dockers de l'autre

est toujours là. Tous les travailleurs de ce pays, employés comme ouvriers, vivent les mêmes difficultés. Un mouvement d'ensemble est possible et peut faire reculer le patronat et le gouvernement.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

PRENONS GARDE AU RETOUR DE LA XENOPHOBIE!

Depuis quelques mois, c'est la pré-campagne des élections présidentielles, les propos xénophobes qui un moment étaient absents des discours politiques ont refait surface dans les « *parlements et agoras* », c'est-à-dire les espaces de propagande des partisans du régime.

Dans le « *parlement* » d'Abobo Avocatier, des consignes sont données par les orateurs proches de la présidence à leurs auditeurs. Ceux-ci demandent à l'assistance qui vient les écouter de rester « *vigilant* » et de ne pas hésiter un instant à dénoncer à la gendarmerie les personnes dont les noms ne sonnent pas bien à leurs oreilles et qui sont inscrites sur la liste provisoire électorale de leur quartier. Le député FPI de la commune d'Abobo invité par le « *parlement* » de Yopougon-Gesco a tenu des propos similaires en déclarant ceci : « *si nous voulons être propriétaires de la Côte d'Ivoire, nous devons nous battre pour*

que Gbagbo passe au premier tour. Sinon, si par malheur le candidat des étrangers passe, nous serons envahis par ceux-ci. Ils contrôlent notre économie, ils veulent maintenant contrôler le pouvoir politique. » Ce genre de propos haineux tenus par les orateurs, partisans de Gbagbo, suscitent des sentiments de suspicion entre les populations des quartiers populaires. C'est le cas dans un des quartiers pauvres d'Abobo où des familles enrôlées portent un nom à consonance malienne. Cela est courant puisque de nombreux ivoiriens sont d'origine malienne ou simplement du Nord du pays.

Les populations des quartiers pauvres qui ont vécu, il y a quelques années, les massacres inter ethniques sauront qu'ils n'ont pas intérêt à laisser s'introduire un climat de haine et de division dans leur quartier sous peine de payer une nouvelle fois le prix.

LE « PROGRAMME » DE BÉDIÉ : DE LA POUDRE AUX YEUX !

Annoncé à grands renforts de publicité, le candidat Bédié a dévoilé son « *programme de gouvernement* ». D'abord, il a fait un « *bilan* » de son passage à la tête de l'Etat de 1993 à 1999. A l'entendre, il aurait fait régresser la pauvreté. De la corruption qui a gangrené son régime, aucun mot ; de la misère de la population, ce

qui a fait sortir les gens pour fêter le coup d'Etat de 1999 aux cris de « *Bédié voleur !* », rien ; de la propagande xénophobe dont lui et son parti sont à l'origine, rien !

Ensuite, il s'est attelé à présenter son « *nouveau programme* ». Pour créer des emplois,

L E U R S O C I E T E

il parle d'aider les PME, de diminuer l'impôt sur les bénéficiaires, de revoir la politique fiscale.

Mais tous ces cadeaux aux patrons, Gbagbo le fait déjà. Ce n'est pas pour autant que les entreprises embauchent. Bien au contraire, elles produisent toujours plus avec moins de salariés, pour augmenter leurs profits. Bédié parle aussi de récompenser « l'excellence », « ceux qui travaillent plus, auront plus » dit-il. Qu'il aille donc le dire aux travailleurs qui suent sang et eau pour des salaires de misère !

Pour les services publics, il envisage : « la mise en œuvre d'une politique d'austérité budgétaire ». Avec le manque d'enseignants, le manque de médecins, d'infirmiers, de personnel dans les secteurs clé nécessaires à la population, parler d'austérité, c'est rendre encore plus catastrophique la situation des hôpitaux, des écoles et des routes. Ce seront des classes encore plus chargées, des hôpitaux mouroirs et des routes en mauvais état. C'est cela son véritable « programme ». Non, merci. On connaît déjà !

FESCI : UNE MAFFIA QUI CONTROLE LA VIE ETUDIANTE

Les violences ont repris dans les écoles depuis le dernier congrès de la FESCI. Au lieu d'un congrès pour élire le nouveau secrétaire général, il y en a eu 2. L'un, à Abidjan organisé par le Secrétaire sortant, Mian Augustin où il s'est fait plébisciter. L'autre s'est tenu au même moment à Yamoussoukro. Ce sont les dissidents. Ils ont choisi Zagol Alain Durant comme secrétaire général de la FESCI.

Ce sont leurs hommes qui se livrent à une guéguerre pour le contrôle du terrain.

La FESCI est une mafia qui rackette et les élèves et les étudiants. Elle contrôle des milliers de chambres dans les cités universitaires. Elle a droit à une part dans les inscriptions et les bourses des étudiants. Elle lève des taxes sur tous les commerces qui se trouvent aux alentours des différentes universités.

C'est le contrôle de tout ce pactole qui est à la base de cette scission et rien d'autre.

SOLIDARITE-SIDA (SOLIPS) : BEAUCOUP DE CINEMA !

La presse a encore parlé cette semaine des actions d'IPS, à travers Solips, organisation de solidarité envers les sidéens créée par le groupe

IPS. Les fonds viennent des cotisations des salariés d'IPS d'une part, de fonds allemands (DEG) de

L E U R S O C I E T E

l'autre, et enfin, des parts versées par les différentes sociétés d'IPS.

La presse en générale, ne manque pas d'éloge envers IPS. Mais les ouvriers de Filitisac (qui appartient à ce groupe) n'en diraient pas autant. Certains des leurs en sont morts quasiment à leur poste ! Malade à en crever, ils sont contraints de travailler, sous peine de renvoi pour les journaliers et, dans tous les cas, de retenu sur leur salaire !

Les ouvriers de Filitisac atteints du Sida auraient donc beaucoup à dire sur la prétendue solidarité qu'IPS leur apporterait. De tout temps, la Direction harcèle les sidéens, pour les pousser à la démission. Les moyens généralement utilisés sont les

demandes d'explication et des sanctions en cas de non respect du rendement exigé ou en cas d'absences répétées. Parallèlement, la Direction utilise la carotte que constitue les fonds Solips. Si l'ouvrier accepte de rendre sa démission, Solips lui verse, selon la négociation, quelques mois de salaires supplémentaires. Ensuite, suivant le cas, l'ouvrier ainsi jeté à la porte continuera à percevoir une somme de 50.000 fr de temps en temps. Autant dire, une aumône, après avoir été exploité durant des années !

Solips est donc avant tout un instrument entre les mains d'IPS pour nettoyer de ses effectifs les sidéens. Voilà pourquoi elle a besoin de s'entourer d'autant de publicité par les médias !

DU FOOTBALL, EN VEUX-TU, EN VOILA !

Avec la CAN, ceux qui aiment le foot seront bien servis durant quelques jours. Mais les plus heureux sont tout de même le patronat et le gouvernement. Le premier espère pouvoir continuer à exploiter dans la paix, au moins durant ce temps ; le seconds, à continuer à vider tranquillement les caisses de l'Etat, en

laissant routes, hôpitaux, écoles et ordures en l'état.

Tous deux utilisent cet évènement footballistique et espèrent endormir pour un temps la population laborieuse dans un tintamarre de chauvinisme. Voilà pourquoi ils crient plus que tout le monde : « vive la Côte d'Ivoire » ! En tout cas, attention au retour du bâton !

L E U R S O C I E T E

MANIFESTATIONS A L'ENS : L'ECOLE N'EST PAS UNE PRIORITE POUR LES AUTORITES DE CE PAYS !

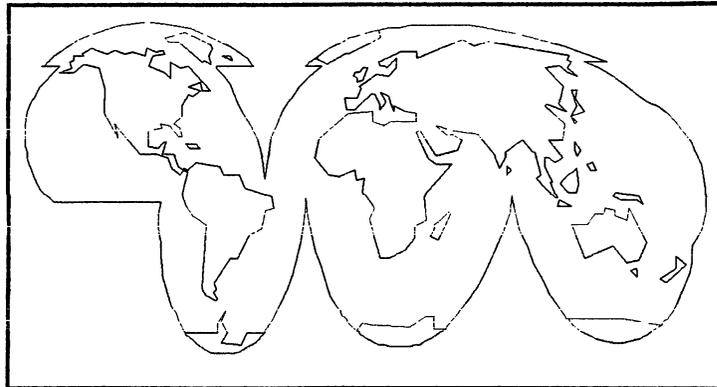
Lors de son interview pendant le cinquantenaire de Fraternité Matin, Laurent Gbagbo disait : *«Pour les enfants qui sont dans les écoles primaires aujourd'hui, il nous manque 8000 enseignants. Pour l'école secondaire, 4000 enseignants ».*

Pourtant les éducateurs, les conseillers d'orientation, les inspecteurs et autres personelles d'encadrement de l'enseignement secondaire qui ont fini leur formation en 2009 sont laissés en chaumage sous prétexte que l'argent manque dans les caisses de l'Etat. En principe,

après une formation de 2 ans, ils devaient entrer en fonction en décembre 2009. A la dernière minute, il leur est demandé d'attendre une année sur le carreau.

Voilà comment le gouvernement montre son intérêt pour l'enseignement. Dans les discours, il est bien beau de dire qu'il faut recruter des milliers d'enseignants. Mais quand il s'agit d'envoyer ne serait-ce que quelques dizaines de personnes du corps éducatif sur le terrain, là il n'y a pas d'argent. Cherchez l'erreur !

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

FILTISAC : 2009 A ETE UNE BONNE ANNEE POUR LES PATRONS MAIS PAS POUR LES TRAVAILLEURS

La Direction de l'usine a fièrement informé les travailleurs que pour l'année 2009, 90 % des objectifs ont été atteints. Cela signifie que les bénéfices prévus pour cette année passée ont été assurés pour les actionnaires. Et pour les travailleurs quel est le bilan de cette année passée? C'étaient (et ce sont toujours) les horaires et cadences de travail impossibles, les brimades continues pour pousser à plus de production, la menace perpétuelle de licenciement, etc. Combien de mois les saisonniers ont passé sur la paillassé sans aucune solde? Le patron les a utilisés comme

de la main d'œuvre corvéable à merci, les laissant et les reprenant selon ses besoins. Il y a eu aussi le licenciement des 72 embauchés. Pour conclure l'année, plus de 60 ouvriers saisonniers ont été mis à la rue. Les fêtes passées ont été révélatrices de l'état de pauvreté des travailleurs. Acheter de nouveaux habits aux enfants ou même un poulet pour les fêtes a été un véritable casse tête.

Souhaitons que pour cette année 2010, les travailleurs trouveront la force de présenter la note aux patrons !

PORT AUTONOME : GBAGBO RECOIT LES DOCKERS

Le 30 décembre dernier, Gbagbo a reçu les dockers à la présidence. Depuis le mois de juin 2009, il s'était personnellement saisi du dossier suite à leur dernière grande grève dans ce même mois. Il avait alors promis de trouver une solution à leurs problèmes. Sa réponse vient de tomber maintenant : les travailleurs n'auront rien jusqu'à nouvel ordre. Pire, il les a accusés de faire sans raison et à répétition des grèves « inutiles » et « nocives ». Enfin, il a de nouveau promis un autre comité de négociation sans toutefois donner de garanties fiables aux dockers. Pour bien comprendre toute l'affaire, il faudra remonter aux origines du mouvement.

Comment le patronat a poussé les travailleurs à la grève

Tout a commencé vers la fin de l'année 2008. La goutte d'eau qui a fait déborder le vase, c'était une assurance que le SEMPA, employeur des dockers avait voulu imposer aux travailleurs. Cette assurance devait être obligatoire et le taux était fixé à 18 000F par mois. Au début, personne n'avait voulu prendre cette affaire au sérieux. Mais quand le patronat est passé à l'acte, la réaction des travailleurs ne s'est pas fait attendre. Durant près de deux semaines, le travail a été considérablement ralenti. Les travailleurs réclamaient entre autres, la suppression de l'assurance imposée, mais aussi la suppression du

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

SEMPA qu'ils considèrent comme une structure parasite qui n'a pour seul rôle que de rogner une grande partie de leur salaire, la revalorisation de leur taux horaire, la réduction de leurs heures de travail à 8 au lieu de 12, etc.

La négociation sous la houlette du ministre de la Fonction Publique et de l'emploi

Les premières grandes négociations entre dockers et SEMPA ont eu lieu sous la médiation de Hubert Oulai, ministre de la Fonction Publique. Une date butoir de la fin des négociations où en principe tous les problèmes devaient avoir trouvé une réponse, avait été fixée au 15 février 2008. Pendant ces négociations, tous avaient reconnu la légitimité des revendications des travailleurs. Sauf que le ministre qui avait visiblement pris fait et cause pour le patronat s'était arrangé pour faire tourner en rond les négociations. Jusqu'à la date butoir, les travailleurs étaient toujours au point zéro, hormis le fait que l'assurance avait été retirée.

Le ministre de l'Intérieur prend le relais

Face à la colère des travailleurs devant l'échec des premières négociations, le ministre de l'Intérieur s'est saisi à son tour du dossier. C'est là seulement que le CNDD et le SEMPA sont parvenus à un accord le 10 mai 2009, mais un accord qui ne prenait en compte aucune des revendications des travailleurs, et qui avait de surcroît été signé sans leur consentement. Cet accord prévoyait le paiement d'une prime de transport de 2.500F par mois ainsi qu'une « *prime de chargement* » dérisoire. Mais les

travailleurs l'ont tout de même accepté, le considérant comme un début de solution. Cependant ils entendaient maintenir la pression jusqu'à ce que satisfaction soit donnée aux autres revendications.

Le mouvement se radicalise

Grande fut leur surprise de se rendre compte à la fin du mois que le patronat avait refusé de payer même les 2500F. En réaction, les travailleurs se sont immédiatement mis en grève. Le gouvernement incapable d'imposer au patronat qu'il respecte le moindre de ses engagements, a été plutôt prompt à s'en prendre aux travailleurs. Plusieurs d'entre eux furent alors arrêtés. Près de 3000 jeunes avaient été recrutés pour remplacer les grévistes. Des engins blindés furent postés à toutes les entrées du Port. Toutes les tentatives de manifester étaient sévèrement réprimées. C'est lors de l'une de ces manifestations en juin dernier que la répression violente des « *forces de l'ordre* » avait occasionné la paralysie de la commune de Treichville et les casses de deux autobus. C'est seulement ensuite que Gbagbo avait consenti à se mêler de l'affaire.

La médiation du Président

Alors qu'il était en tournée à Touba, Gbagbo avait convoqué les dirigeants du CNDD. A ce moment-là la mobilisation était intacte et là il avait intérêt à jouer la carte de la prudence pour calmer le jeu. Pour faire preuve de bonne foi, il a demandé la libération des dockers, au nombre d'une vingtaine, emprisonnés à la préfecture de police. Par ailleurs, il avait promis

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

que dès son retour à Abidjan il allait régler définitivement le problème des dockers. Mais en réalité, tout ceci n'était qu'une manière pour faire baisser la mobilisation.

Aujourd'hui que celle-ci est tombée, il rejette toutes ses promesses

d'antan et montre tout son mépris vis-à-vis des travailleurs en les menaçant.

Tant que leurs revendications ne seront satisfaites, tôt ou tard, le problème se reposera et souhaitons que les dockers trouveront d'autres alliés dans la zone industrielle de Vridi. Car tous les ouvriers de cette zone ont les mêmes problèmes de bas salaires.

CHOCODI : UNE JOURNEE DE GREVE POUR SOUTENIR LES LICENCIES

La Société Nationale Chocodi située à la zone industrielle de Vridi, spécialisée dans la fabrication de chocolat, a connu des heures chaudes le mardi 5 janvier. Les travailleurs ont tout bloqué pour exiger la réintégration de leurs collègues licenciés la veille.

Chocodi emploie, d'après la direction, 92 travailleurs embauchés et 152 journaliers. Parmi ces derniers, certains ont plus de 10 ans d'ancienneté. Et c'est parmi ces journaliers que la Direction s'est débarrassée de 24 d'entre eux le 4 janvier. Le lendemain les autres journaliers ont bloqué l'usine pour exiger la réintégration ou le dédommagement des licenciés.

La direction a plutôt préféré faire appel à la gendarmerie du port qui n'a pas hésité à faire usage de lacrymogène pour disperser les manifestants. 17 travailleurs ont été interpellés et relâchés le même jour.

La déclaration du DRH faite devant les journalistes a été particulièrement cynique. Selon lui « *les travailleurs licenciés ne font pas partie des travailleurs de Chocodi car ce sont des journaliers et nous faisons comme tout le monde* ». C'est-à-dire qu'il emploie des travailleurs qu'il n'embauche pas malgré plusieurs années d'exploitation et le jour voulu, il s'en débarrasse comme des citrons pressés.

Que ce soit dans l'industrie, sur le dock ou dans le BTP, c'est cette réalité révoltante que vivent la majorité des travailleurs de ce pays. C'est depuis 1995 que les contrats sont précarisés, permettant au patronat de sévir comme il le veut sans être inquiété. Bien au contraire, c'est avec la bénédiction du gouvernement que cela se fait puisque c'est lui qui envoie les forces de l'ordre à la rescousse des patrons en cas de nécessité.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation